

L'Observatoire financier
des entreprises agroalimentaires

L'OBSERVATOIRE 28

AGRICULTURE ET
AGROALIMENTAIRE,
UNE AFFAIRE D'EXPERTS

L'Observatoire financier des entreprises agroalimentaires a pour objectif de mettre en évidence les tendances du secteur sur les principaux agrégats : activité, marges, rentabilité, endettement et capacité à investir.

Ce numéro 28 est consacré à la filière Lait. Les données analysées sont issues des bilans 2021 jusqu'au 31/03/22. Les analyses et commentaires ont été réalisés par les experts de la Direction de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Crédit Agricole.

Analyse économique et financière des entreprises de la filière lait



CONSULTEZ NOS PUBLICATIONS EN LIGNE

<https://etudes-economiques.credit-agricole.com>

- ▶ Rubrique Secteur
- ▶ Agriculture et Agroalimentaire





Analyse économique et financière des entreprises de la filière lait

CE QU'IL FAUT RETENIR

ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

CHIFFRES CLÉS

CE QU'IL FAUT RETENIR

UNE HAUSSE DES COURS...

- Après une année 2020 marquée par les confinements et les impacts que cela a induit sur le plan des circuits de distribution, l'année 2021 a été plus proche de la « normale ». Les produits ultra-frais et le lait liquide sont revenus à leur tendance long terme de recul de la consommation après un rebond exceptionnel pendant les confinements. Les exportations, portées par la Chine, ont été relativement dynamiques.
- L'exercice 2021 a également été l'occasion d'une très forte hausse des cours bénéficiant aussi bien à l'amont qu'à l'aval. Mais face à cela, l'inflation a impacté les coûts de production sur tous les maillons de la filière. Cela s'est traduit, en fin d'exercice, par le retour des tensions avec la distribution.

FAVORISANT L'ACTIVITÉ... MAIS PAS LA RENTABILITÉ

- Les opérateurs laitiers améliorent leur chiffre d'affaires de façon organique sur la plupart des métiers et l'ensemble des tailles d'entreprises. Les industriels ont pu s'appuyer sur des cours dynamiques venant compenser des volumes parfois en retrait.
- En revanche, la rentabilité ne progresse pas pour la plupart des acteurs à l'exception des Petites entreprises.

UNE SITUATION FINANCIÈRE QUI SE DÉGRADE

- Bien que demeurant à un niveau satisfaisant, la structure financière de la filière se dégrade de façon prononcée notamment le levage en raison d'une reprise des investissements.
- Pour autant, cette détérioration ne se traduit pas sur les risques qui sont toujours bas comparativement à l'agroalimentaire dans son ensemble.



ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE

- L'échantillon se compose d'entreprises et groupes dont le chiffre d'affaires est supérieur à 2 M€. Les données analysées sont issues des bilans 2021, jusqu'au 31 mars 2022.
- L'échantillon est segmenté selon 2 critères :

par taille, selon le chiffre d'affaires :

- **petites** : 2-10 M€
- **moyennes** : 10-50 M€
- **grandes** : 50-500 M€
- **leaders** : > 500 M€

par métier :

- **Les Fromagers**. Cette catégorie inclut également les petites coopératives de montagne dites « fruitières ».
 - **Les Produits de Grande Consommation hors fromage (PGC)**. Sont regroupées sous cette appellation les entreprises à dominante produits laitiers frais, lait de consommation, beurre.
 - **Les Multi-produits**. Ces entreprises sont présentes sur plusieurs familles de produits ; aucune ne prédomine.
 - **Les Spécialistes**. Ces entreprises sont principalement positionnées sur les produits industriels secs (poudres, lait infantile, ingrédients alimentaires...) ou spécifiques (glaces, produits ultra-frais à base végétale*...).
- Une évolution est susceptible d'intervenir d'une année sur l'autre au sein de l'échantillon. Elle est liée à la vie des entreprises au sein du secteur : fusions, acquisitions, cessions, cessations d'activité.

* **NOTA BENE** :

un grand nombre d'acteurs du secteur ultra-frais proposent désormais dans leur gamme des produits à base végétale. Il n'est pas possible de retracer cette activité dans les comptes, la majorité des entreprises ne fournissant pas de détails.



Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A., à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager leur responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication. Réalisation : ART6 - Photos : iStock.

CONTEXTE MACRO ET PERSPECTIVES

2021 : RETOUR À UNE ANNÉE NORMALE ?

- Sur l'amont, 2021 aura été marquée par une baisse de la collecte chez les trois principaux producteurs européens (Allemagne, France, Pays-Bas), en particulier en fin d'exercice. Ceci a pu provoquer quelques arbitrages de production chez les industriels confrontés à une moindre disponibilité. Sur le plan de la **consommation les grandes tendances présentes avant crise de la covid sont revenues** : les PGC, après avoir bénéficié des confinements, ont subi un net recul de leurs ventes. En revanche, les fromages ont continué de progresser. Néanmoins, l'année aura été atypique pour le bio avec des volumes toujours en progression sur le plan de la collecte mais une consommation en recul.
- Globalement, les entreprises de la filière ont traversé correctement les différentes périodes de confinement. En effet, les volumes se sont maintenus en raison de la faible importance de la RHF dans leurs débouchés mais aussi grâce à un transfert de la consommation vers la GMS.

LA HAUSSE GÉNÉRALISÉE DES PRIX ET DES COÛTS DE PRODUCTION A DÉBUTÉ EN 2021 ET S'EST ACCENTUÉE EN 2022

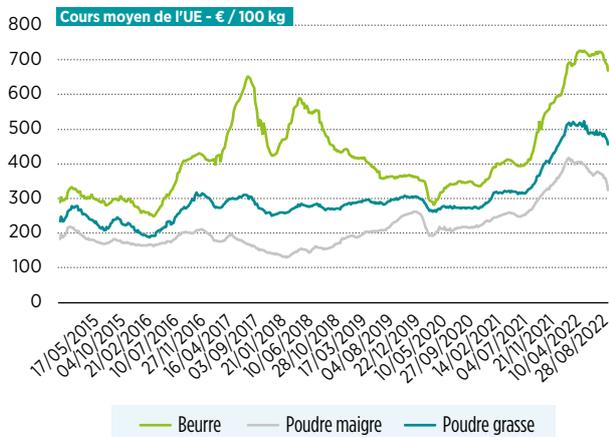
- Tandis que les déséquilibres de marché commençaient à se faire sentir dès 2021 au niveau des prix (hausse des prix des produits industriels, de la collecte, de l'aliment, de l'énergie, de la main-d'œuvre...), **le conflit russo-ukrainien et les sanctions infligées à la Russie ont très largement accentué le phénomène**. La croissance attendue pour 2022 a laissé place à une période d'inflation généralisée très difficile à piloter. **La flambée des prix des matières**

premières agricoles et de l'énergie plonge de fait l'agriculture et les industriels de l'agroalimentaire dans l'incertitude et l'anxiété pour 2023. La situation est fragile et il est impossible de faire des prévisions tant elles dépendent de facteurs multiples sur lesquels les industriels n'ont aucune maîtrise (guerre en Ukraine, météo, stocks de gaz, état du parc nucléaire, etc.). **Des sites industriels ont d'ores et déjà limité leur production** notamment certains tours de séchage de lait, très énergivores. L'analyse des situations individuelles est complexe ; elles dépendent notamment des dates de contrats d'énergie avec les fournisseurs.

- Plus que jamais, **le sujet des négociations commerciales est un enjeu pour l'ensemble de la filière**. Si le secteur laitier semble parvenir à passer des hausses supérieures à la moyenne alimentaire, ces dernières restent insuffisantes pour le maintien des marges. De fait, **les hausses de prix s'appuient surtout sur la partie « MPA »** (Matières Premières Agricoles, désormais « sanctuarisées » par la loi EGALIM 2) **et très peu sur l'évolution des « MPI »** (Matières Premières Industrielles, emballages, énergie, etc.).
- Dans un contexte économique difficile, les revendications légitimes d'augmentation des prix font face à la pression de la distribution pour défendre le pouvoir d'achat des consommateurs qui y sont particulièrement attentifs et n'hésitent pas à arbitrer vers les produits les moins chers. Ainsi, le bio continue de subir une baisse de la consommation dans la distribution. De façon générale, **les industriels de la filière lait risquent une érosion sensible de leurs marges en 2022 et 2023**.

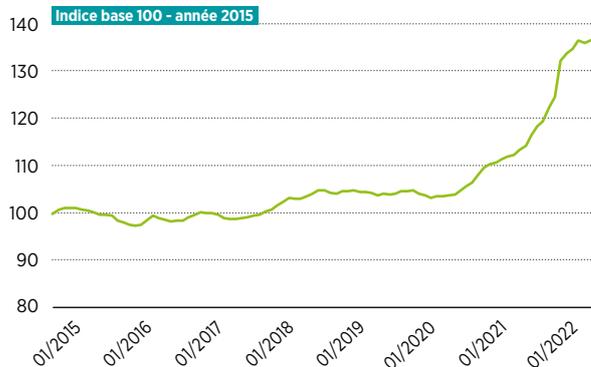


Cours des produits industriels laitiers



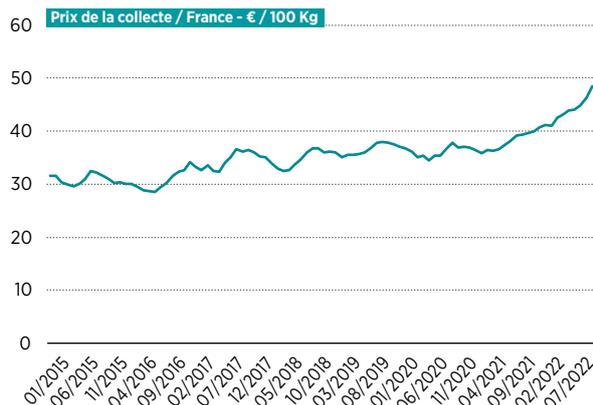
Source : UE.

Ipampa¹ lait de vache



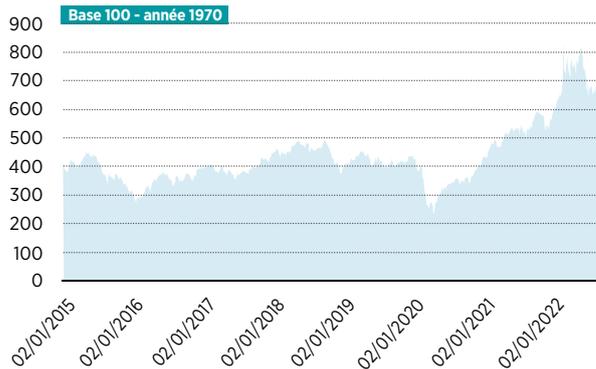
Source : Institut de l'Elevage d'après Insee et Agreste
 *Ipampa = Indice des prix d'achat des moyens de production agricole

Prix de la collecte – France



Source : UE.

Indice composite S&P GSCI



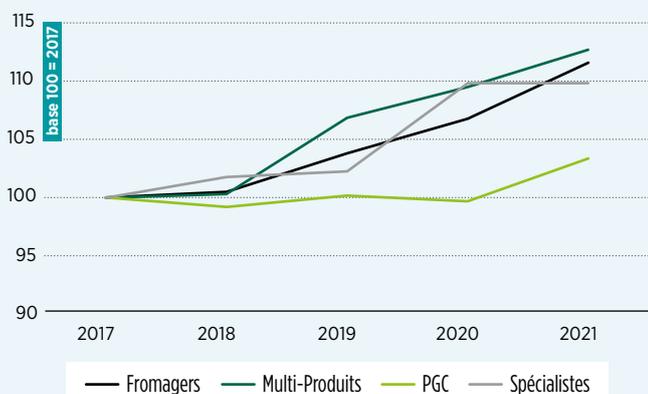
Source S&P GSCI - remarque : indice composite des principales matières premières (énergie, métaux, agricole). Du fait de son poids économique, l'énergie représentant une large part (pétrole, gaz)



ACTIVITÉ

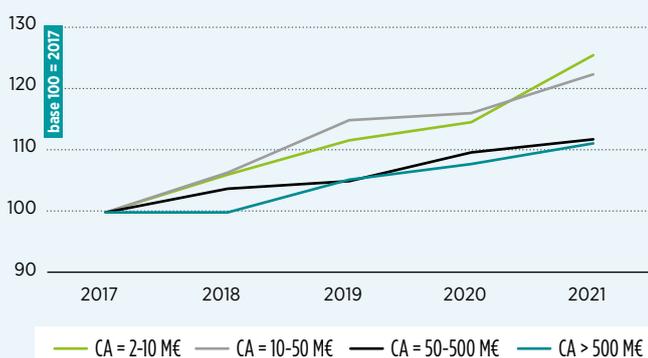
UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE NOUVEAU EN HAUSSE

Évolution du chiffre d'affaires par métier



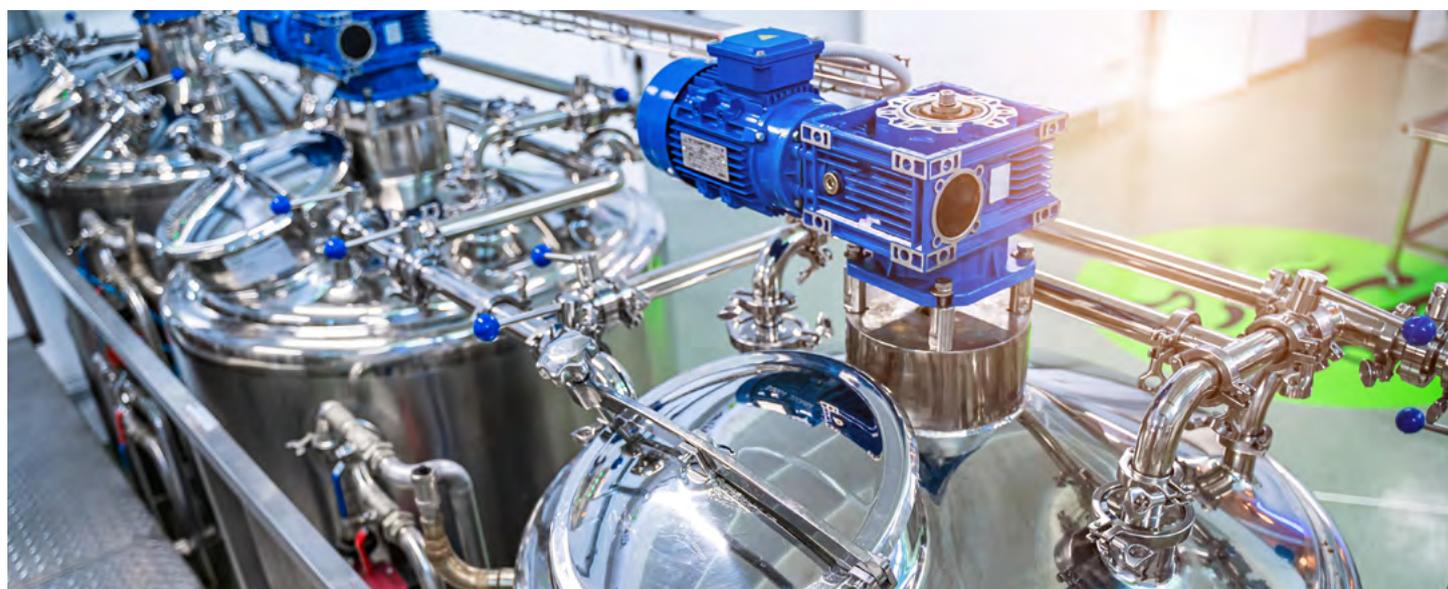
Source : Crédit Agricole S.A.

Évolution du chiffre d'affaires par taille



Source : Crédit Agricole S.A.

- La filière lait, dans son ensemble, bénéficie d'une **progression soutenue de son activité de plus de 3%** sur l'exercice 2021, provenant, pour une large part, d'une croissance organique. **L'effet prix est prépondérant** surtout en France où les volumes ont pu manquer. Les industriels ont donc parfois arbitré entre les types de productions. Il est important de souligner que les entreprises Petites et Moyennes sont largement plus dynamiques que le reste de l'échantillon, démontrant une nouvelle fois l'orientation du marché vers des produits locaux notamment les AOP fromages.
- Les **Fromagers** sont le métier qui bénéficie de la plus forte croissance d'activité ; certains rebonds proviennent directement de la réouverture des restaurants après les confinements (fromages ingrédients comme la mozzarella). L'activité internationale est aussi en forte progression chez certains Leaders.
- Le métier des **PGC**, qui avait bénéficié d'un important report de consommation lors des confinements en 2020, retrouve la tendance passée à l'érosion de ses ventes. C'est assez marqué sur le lait conditionné et l'ultra-frais. Malgré tout, les ventes en valeur progressent grâce à des efforts marketing mais surtout la forte augmentation des cours du beurre. Par ailleurs, il ne faut pas oublier qu'une part importante des PGC est vendue par des acteurs **Multi-Produits**. Ces derniers sont aussi en progression, bien que de façon moindre que les autres segments hors Spécialistes.



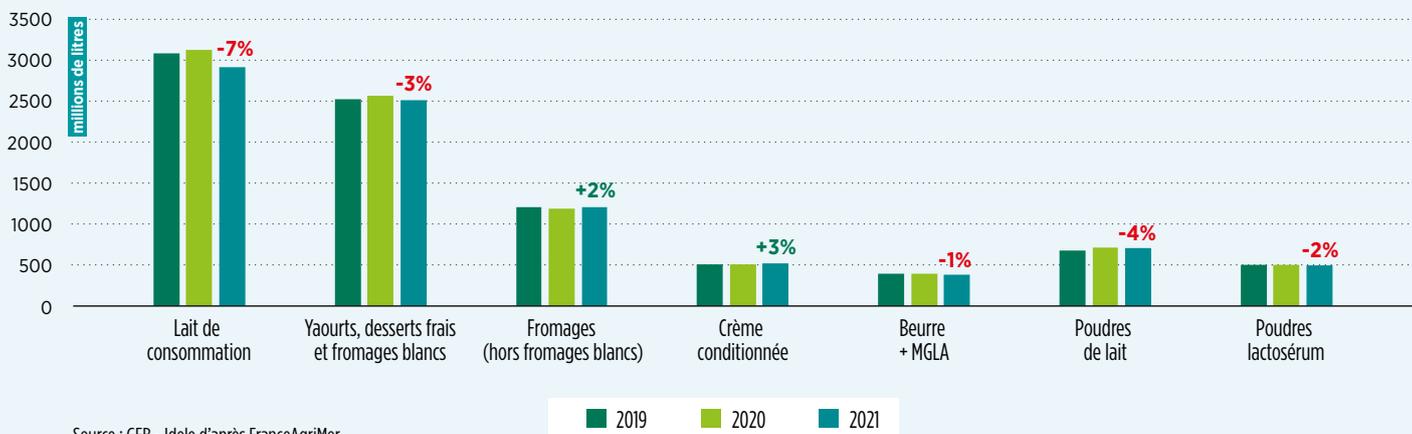
Volumes des ventes GMS - 2021

Lait conso liquide	-6,3 %
Ultra-frais	-3,7 %
Fromages (LS*)	-3,8 %
Beurre & MG	-5,7 %
Crème	-5,1 %

*LS : Libre Service.
Sources : CNIEL - IRI.

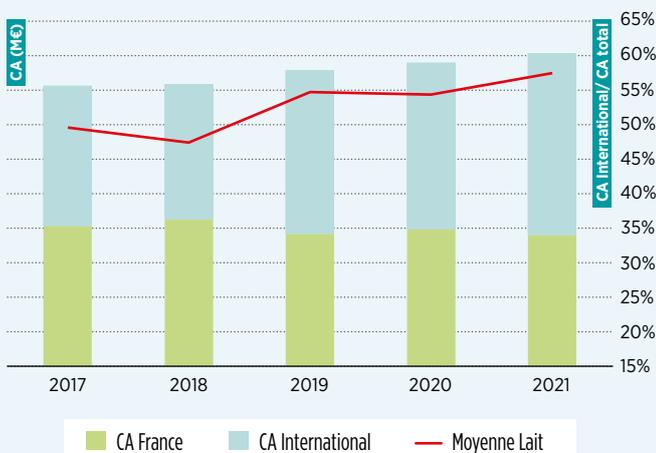
• De fait, le métier des **Spécialistes**, malgré la forte hausse des produits industriels est le moins dynamique de l'échantillon. Cependant, l'analyse est à relativiser du fait de la diversité des situations : quelques groupes ont bénéficié d'une modification de leur périmètre et, à l'inverse, le secteur des glaces, bien que restant très dynamique, est en recul après une année 2020 exceptionnelle. De son côté, le marché des poudres de lait subit un certain nombre d'arbitrages d'industriels en faveur de la production de fromages. La hausse de leurs cours et les exportations permettent de compenser ces arbitrages. Par ailleurs, les poudres infantiles voient la demande chinoise reculer, en lien avec une moindre natalité et une volonté affichée de la Chine de privilégier les produits nationaux.

Évolution des fabrications françaises de produits laitiers (en équivalent lait)



L'INTERNATIONAL, TOUJOURS PORTEUR DE CROISSANCE

Évolution du chiffre d'affaires à l'international



• L'activité internationale de la filière lait est en légère progression sur l'exercice 2021. Pour autant, de façon très macro, cela n'a pas permis au solde commercial français de s'améliorer, les importations progressant plus rapidement.

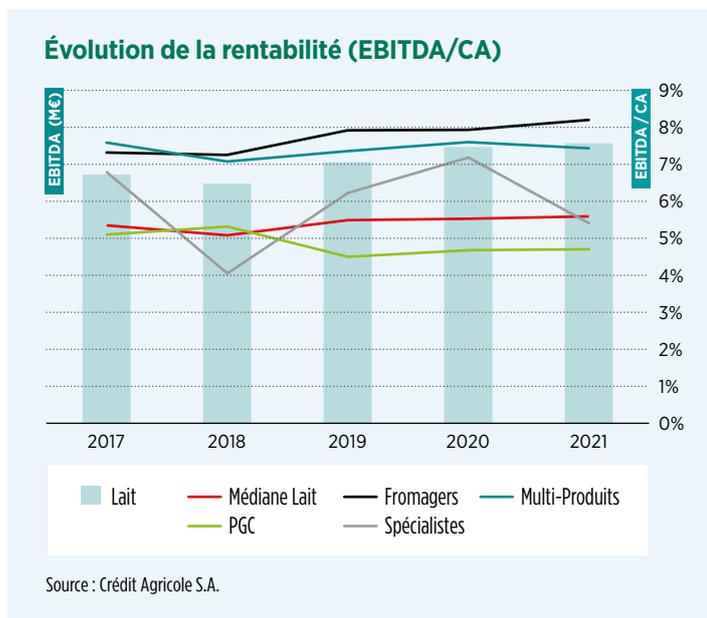
• La progression de l'activité internationale est notamment liée à :

- la hausse générale des exportations sur le reste de l'Europe,
- des exportations dynamiques vers l'Asie qui compensent les marchés africains et du Moyen Orient en retrait. L'effet volume est accentué par l'effet prix,
- l'implantation géographique de certaines filiales de grands groupes sur des marchés en croissance ; ces groupes peuvent aussi réaliser des opérations de croissance externe.

• Sans surprise, **l'activité internationale est toujours largement portée par les Leaders** de droit commercial. Les coopératives privilégient bien évidemment l'export au détriment des implantations industrielles à l'étranger afin de favoriser la production de leurs adhérents. Mais elles peinent à retrouver les niveaux d'activité à l'export d'avant crise de la covid.

RENTABILITÉ

UNE TRÈS LÉGÈRE DIMINUTION DE LA MARGE D'EBITDA



- L'EBITDA de l'échantillon augmente en 2021 du fait du volume d'activité et des prix en hausse. En revanche, **la marge d'EBITDA est en très légère diminution** (EBITDA/CA = 7,4 %, -0,1 point) bien qu'elle demeure en fourchette haute sur la période étudiée. De son côté, le résultat net est en forte augmentation mais essentiellement en raison d'opérations exceptionnelles. Sans ces opérations, il serait en recul significatif.
- Seuls les **Fromagers** ont réussi à améliorer leur niveau de marge d'EBITDA pouvant s'appuyer sur un marché toujours en croissance et des produits à forte valeur ajoutée du fait de marques reconnues pour les Leaders ou d'AOP pour les PME et coopératives fruitières. C'est ce qui explique que les Petites entreprises de l'ensemble de la filière lait, dont la majorité sont des Fromagers, sont les seules en progression notable. À l'inverse, **les plus fortes baisses de niveaux de rentabilité concernent les entreprises Moyennes et Grandes** qui, en général, ne peuvent s'appuyer sur l'international et/ou des marques/AOP.
- Il convient de souligner que, si les coopératives sont structurellement en retrait sur le plan de la rentabilité par rapport à l'ensemble de l'échantillon, elles progressent de façon constante sur la période étudiée. Là aussi, l'essentiel de l'explication provient du secteur des Fromagers notamment les Fruitières bénéficiant d'AOP et de produits locaux toujours en progression que ce soit en libre-service ou à la découpe. Au contraire, les sociétés de droit commercial sont en retrait sur l'exercice.

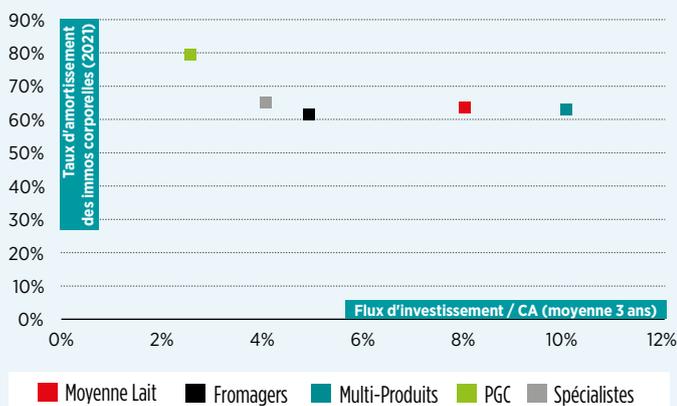
PERSPECTIVES

- La hausse des matières premières était déjà un sujet prégnant en 2021. Sur 2022, la guerre en Ukraine a accentué le phénomène tout en se propageant. Ainsi, les coûts de l'énergie, des transports et des emballages sont en forte augmentation. À ceci s'ajoute la hausse des coûts de main-d'œuvre accentués par des difficultés de recrutement.
- La problématique des négociations commerciales avec en toile de fond le pouvoir d'achat, déjà mise en avant en début d'année, s'est évidemment intensifiée en 2022. À noter que **la France est pourtant l'un des pays de l'OCDE à l'inflation alimentaire la plus faible.**
- Le sujet de la flambée des prix de l'énergie est celui qui préoccupe le plus l'ensemble des maillons de la filière. **Elle a pu provoquer des arbitrages** notamment sur les productions de poudres de lait, les tours de séchage étant fortement consommatrices de gaz. Au moment où nous rédigeons ces lignes, la visibilité est faible en raison des nombreuses incertitudes d'ordre géopolitique (quelle évolution du conflit ?), climatique (intensité de l'hiver ?), politique (bouclier tarifaire énergétique ?) ...

STRUCTURE FINANCIÈRE

UNE FORTE REPRISE DES INVESTISSEMENTS

Flux d'investissement/CA et amortissement des outils de production

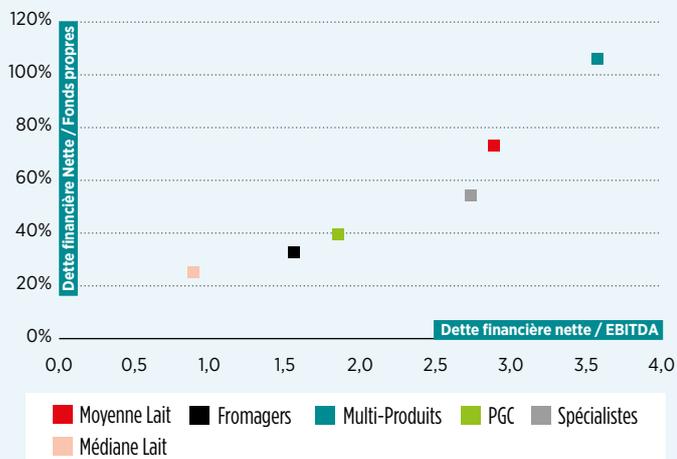


Source : Crédit Agricole S.A.

- Faisant suite à une année 2020 marquée par les confinements et l'attente des industriels, les investissements ont repris sur l'exercice 2021. Ainsi, le ratio flux d'investissement/CA retrouve son niveau de 2019 même s'il est toujours difficile à analyser sur le plan des outils en raison de la part importante des opérations de croissance externe notamment chez les Leaders.
- Cette reprise permet une **amélioration du taux d'amortissement des outils** sans pour autant retrouver le niveau de 2019. Surtout, **il se dégrade sur moyen terme sur tous les métiers** à l'exception des Spécialistes qui ont réalisé quelques investissements notamment en poudre infantile ces dernières années. Le taux d'amortissement élevé des PGC (80 %) témoigne des difficultés de surcapacité structurelle de cette industrie, plus spécifiquement dans l'ultra-frais, malgré une année 2020 atypique.

DES RATIOS FINANCIERS QUI SE DÉGRADENT

Positionnement 2021 de chaque métier selon leurs ratios de Gearing et Leverage



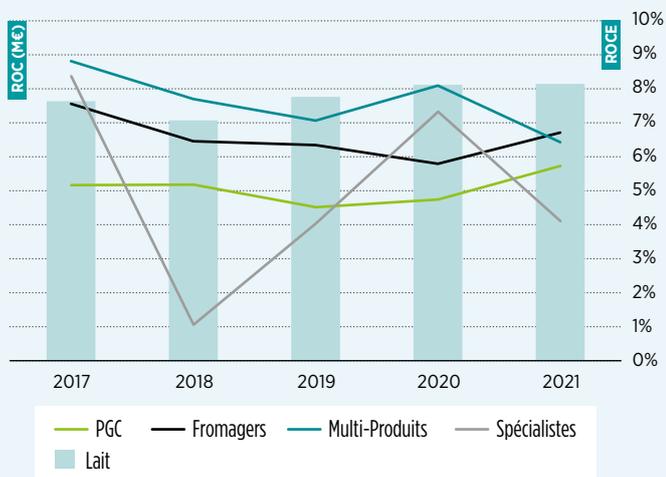
Source : Crédit Agricole S.A.

- La structure de bilan se détériore tout en restant à des niveaux satisfaisants :
 - Le **leverage** (dette nette / EBITDA) se dégrade de 2,2 à 2,9. L'explication principale est la reprise des investissements notamment en croissance externe nécessitant des financements. Seules les Petites entreprises améliorent ce ratio étant aussi les seules à bénéficier d'une progression de leur rentabilité.
 - Les **fonds propres** atteignent 34 % du total de bilan.
 - Le **gearing** (dette nette/fonds propres) se détériore également à 73 %.
- La structure du bilan des coopératives est, en moyenne, plus solide que celle des sociétés de droit commercial.** En plus d'un positionnement souvent orienté AOP leur permettant d'atteindre une rentabilité satisfaisante et dans certains cas une trésorerie à un niveau élevé, elles ne réalisent pas ou peu d'opérations de croissance externe significatives nécessitant un recours à la dette.
- Notons que l'analyse du leverage (net) ne permet pas de détailler les PGE* non encore remboursés. Assez fréquemment sur l'exercice 2020, ils dégradait la dette brute sans pour autant impacter la dette nette (une large part étant placée en trésorerie). Sur l'exercice 2021 l'impact est bien moindre. Par ailleurs, ce sont essentiellement les PME et certaines ETI qui en ont mis en place.

*Prêt Garanti par l'État - soutien aux entreprises dont l'activité est touchée par la Covid-19 (mise en place courant 2020)

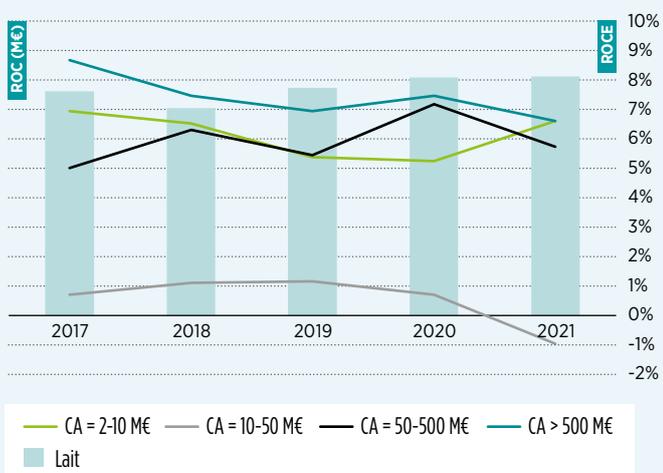
UNE RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE AU PLUS BAS

Évolution de la rentabilité des capitaux employés (ROCE) par métier



Source : Crédit Agricole S.A.

Évolution de la rentabilité des capitaux employés (ROCE) par taille



Source : Crédit Agricole S.A.

- L'année 2021 n'a pu conforter l'amélioration du ROCE. Au contraire, son niveau atteint son **plus bas historique (ROCE 2021 = 6,3 %)** posant la question de la capacité du secteur à rentabiliser les capitaux employés.
- Contrairement aux Fromagers dont le renforcement du résultat d'exploitation peut expliquer la progression du ROCE, le métier des PGC « bénéficie » surtout de diminution de ses immobilisations faute d'investissements.
- **Les entreprises Moyennes sont les plus concernées par un recul de la rentabilité économique ; leur ROCE était négatif en 2021.**

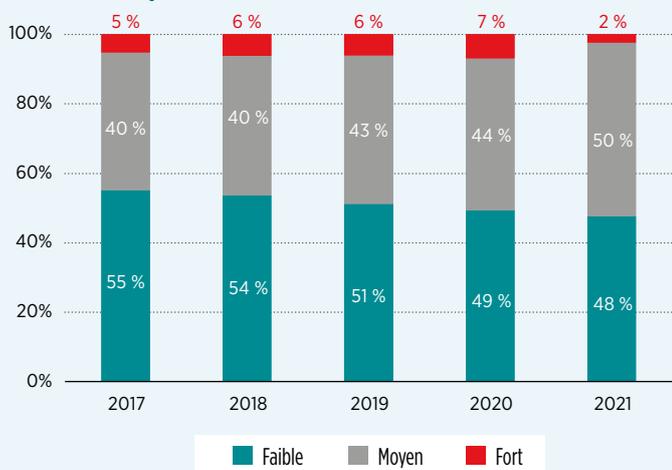


PROFIL DE RISQUE

UN PROFIL DE RISQUE DE QUALITÉ ET EN AMÉLIORATION

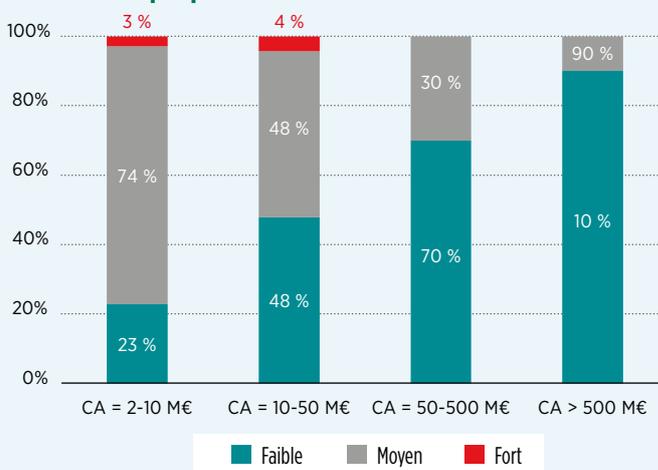
- La filière Lait présente un bon profil de risque. **Les risques forts sont en diminution de 5 pts** en raison d'acteurs, notamment PGC, qui ont bénéficié d'une activité plus favorable lors des confinements.
- Les ETI et Leaders ne présentent aucun risque fort sur l'exercice étudié.
- De façon générale et du fait de niveau de rentabilité faible ou de quelques exercices difficiles, **les métiers PGC et Spécialistes sont les plus représentés dans les « risques forts ».**
- À noter que, globalement, les coopératives sont proportionnellement très présentes dans la catégorie des risques faibles, illustrant le caractère résilient du statut coopératif et la part élevée de fruitières.

Profil de risque sur 5 ans



Source : Crédit Agricole S.A.

Profil de risque par taille en 2021



Source : Crédit Agricole S.A.

CHIFFRES CLÉS

PAR MÉTIER

	Fromagers	Multi-produits	PGC	Spécialistes	Lait	Total IAA*
ACTIVITÉ & RENTABILITÉ						
Part à l'international	59%	66%	15%	19%	58%	34%
Marge brute/CA	32%	34%	36%	33%	33%	35%
VA/CA	21,3%	20,5%	16,1%	15,7%	20,1%	20,5%
Personnel/VA	79,6%	57,3%	66,8%	61,7%	63,9%	60,8%
EBITDA/VA	38,5%	36,3%	29,3%	34,4%	36,4%	35,8%
EBITDA/CA	8,2%	7,4%	4,7%	5,4%	7,3%	7,4%
Résultat net/CA	6,0%	1,7%	0,8%	2,7%	2,8%	2,0%
CAF/CA	9,1%	5,9%	4,9%	4,9%	6,6%	4,8%
ROCE	6,7%	6,4%	5,7%	4,1%	6,4%	5,7%
STRUCTURE FINANCIÈRE						
Flux d'investissement/CA	6%	13%	4%	3%	10%	4%
Flux d'investissement/VA	27%	65%	22%	22%	51%	21%
Taux amort immos corp	61%	63%	79%	65%	64%	63%
Fonds propres/Bilan	45%	28%	41%	38%	34%	41%
Dettes brutes/Bilan	27%	38%	21%	34%	34%	32%
Dette nette/EBITDA	1,6	3,6	1,8	2,7	2,9	3,2
BFR (en j CA)	29,8	6,6	23,2	45,8	15,2	68
Stocks (en j CA)	43,7	47,1	17,0	42,2	43,7	80
Disponibilités/passif courant	37%	23%	18%	27%	27%	23%

* Chiffres clés Tout IAA de l'Observatoire financier des IAA de février 2022.

PAR TAILLE	2-10 M€	10-50 M€	50-500 M€	> 500 M€	Lait	Total IAA*
ACTIVITÉ & RENTABILITÉ						
Part à l'international	2%	10%	17%	64%	58%	34%
Marge brute/CA	31%	33%	28%	34%	33%	35%
VA/CA	17,5%	15,4%	14,3%	20,9%	20,1%	20,5%
Personnel/VA	59,6%	76,6%	60,5%	64,0%	63,9%	60,8%
EBITDA/VA	40,0%	24,1%	35,6%	36,6%	36,4%	35,8%
EBITDA/CA	7,0%	3,7%	5,1%	7,7%	7,3%	7,4%
Résultat net/CA	3,1%	2,5%	2,5%	2,8%	2,8%	2,0%
CAF/CA	5,6%	4,5%	4,6%	6,8%	6,6%	4,8%
ROCE	6,6%	-1,0%	5,7%	6,6%	6,4%	5,7%
STRUCTURE FINANCIÈRE						
Flux d'investissement/CA	7%	5%	4%	11%	10%	4%
Flux d'investissement/VA	39%	29%	26%	54%	51%	21%
Taux amort immos corp	57%	65%	75%	63%	64%	63%
Fonds propres/Bilan	44%	61%	44%	32%	34%	41%
Dettes brutes/Bilan	34%	21%	27%	35%	34%	32%
Dette nette/EBITDA	2,5	3,4	1,9	2,9	2,9	3,2
BFR (en j CA)	53,8	58,6	39,1	11,0	15,2	68
Stocks (en j CA)	49,2	47,9	38,3	44,1	43,7	80
Disponibilités/passif courant	38%	36%	38%	25%	27%	23%

* Chiffres clés Tout IAA de l'Observatoire financier des IAA de février 2022.

L'OBSERVATOIRE 28

L'Observatoire financier des entreprises agroalimentaires - Décembre 2022

Directeur de la publication : Claire-Lise HURLLOT

Rédacteur en chef : Béatrice EON de CHEZELLES

Rédaction réalisée par : les experts de la Direction de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire de Crédit Agricole S.A : Élisabeth AMARGER, André BAUDELET, Béatrice EON de CHEZELLES, Leonid EVSTRATOV, Axel RETALI.

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A., à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager leur responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication. Réalisation : ART6 - Photos : iStock.

GLOSSAIRE

Part à l'international

- **Calcul :** Chiffre d'affaires réalisé hors de France/chiffre d'affaires.
- Inclut les exportations depuis la France ainsi que les ventes réalisées par les filiales du groupe établies hors de France.

Marge brute

- **Calcul :** Chiffre d'affaires hors taxes – achats de marchandises et matières premières – variation des stocks.

Marge industrielle

- **Calcul :** Rentabilité d'exploitation (EBITDA)/valeur ajoutée (VA).
- Le taux de marge industrielle permet de mesurer la part de la valeur ajoutée qui n'est pas utilisée pour rémunérer le travail des salariés et payer les impôts. Elle traduit la part qui reste acquise à l'entreprise. Ce ratio permet d'évaluer la rentabilité d'exploitation d'une entreprise indépendamment des fluctuations du chiffre d'affaires liées à la volatilité des intrants.

Valeur ajoutée

- **Calcul :** Marge brute – charges externes.
- La valeur ajoutée traduit le supplément de valeur donné par l'entreprise, dans son activité, aux biens et aux services en provenance des tiers.

EBITDA

- **Calcul :** Chiffre d'affaires hors taxes – Achats et charges externes – Charges de personnel – Autres charges.
- L'EBITDA est le solde entre les produits d'exploitation et les charges d'exploitation qui ont été consommées pour obtenir ces produits. Il correspond donc au résultat du processus d'exploitation, et diffère du résultat d'exploitation dans la mesure où il ne prend pas en compte les dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation d'actif.

Besoin en fonds de roulement (BFR)

- **Calcul :** Stocks + clients + autres créances exploitation et hors exploitation – Fournisseurs – autres dettes d'exploitation et hors exploitation.
- Le besoin en fonds de roulement (BFR) d'une entreprise est la somme de son BFR d'exploitation et de son BFR hors exploitation. Le BFR d'exploitation représente le solde des emplois et des ressources d'exploitation (soit en simplifiant : stocks + clients - fournisseurs). Il correspond aux ressources mobilisées par l'entreprise pour financer son cycle d'exploitation (ou généré par celui-ci lorsque ce BFR est négatif).

Rentabilité des capitaux employés (ROCE)

- **Calcul :** (Résultat opérationnel courant – impôt sur les sociétés)/(Actif immobilisé net + besoin en fonds de roulement).
- C'est le rapport entre l'accroissement de richesses et les capitaux investis, qui évalue si l'entreprise est en mesure de créer de la valeur. Il indique la rentabilité économique des actifs mobilisés.

Capacité d'autofinancement

- **Calcul :** Résultat net +/- dotations récurrentes nettes aux amortissements et provisions immos +/- gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur +/- autres produits/charges nets calculés (plus-values, quote-part...).
- La capacité d'autofinancement après frais financiers et impôts mesure l'ensemble des ressources internes générées par l'entreprise. Sans impact pour la trésorerie.

Flux d'investissement

- **Calcul :** Acquisitions nettes d'immobilisations (y compris cessions et dotations aux amortissements) – subventions d'investissement reçues – dividendes reçus +/- autres flux d'investissement.
- Montant dédié aux investissements chaque année. Le flux d'investissement peut également être apprécié sur plusieurs années.

Taux d'amortissement des outils

- **Calcul :** $(1 - \text{Immobilisations nettes}/\text{Immobilisations brutes}) \times 100 \%$.
- Le taux d'amortissement des outils correspond à la perte de valeur, sur le plan comptable, des immobilisations de l'entreprise. Il est exprimé en pourcentage.

Disponible/passif courant

- **Calcul :** (Valeurs mobilières de placement + Disponibilités)/Passif Courant.
- C'est la capacité à faire face au passif exigible à court terme, avec une trésorerie immédiatement mobilisable. Elle est un indicateur de l'indépendance financière.

Ratio de leverage

- **Calcul :** $(\text{Total dettes bancaires et financières} - \text{disponibilités})/\text{EBITDA}$.
- Durée théorique de remboursement de la dette financière nette, en années d'EBITDA. Le leverage indique la capacité de remboursement des dettes contractées.

Dette financière nette (DFN)

- **Calcul :** Total dettes bancaires et financières – Disponibilités.
- Il s'agit de la dette financière de l'entreprise retraitée de ses liquidités.

Ratio de gearing

- **Calcul :** $(\text{Total dettes bancaires et financières} - \text{Disponibilités})/\text{Fonds Propres}$.
- Il met en évidence la solidité de la structure financière du groupe, au niveau de son bilan.

L'OBSERVATOIRE

L'Observatoire financier des entreprises agroalimentaires

CONSULTEZ NOS PUBLICATIONS EN LIGNE



<https://etudes-economiques.credit-agricole.com>

- ▶ Rubrique Secteur
- ▶ Agriculture et Agroalimentaire



Avec Ecofolio
tous les papiers
se recyclent.